

IL SERA ABRITÉ PAR L'INSP

Un centre de recherche arabo-africain sur le sida

C'est l'Algérie qui abritera le Centre arabo-africain de recherche sur le VIH sida. La décision a été prise lors du dernier sommet des chefs d'Etat arabes de Nouakchott. C'est ce qu'a annoncé hier le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le département de la santé a également décidé de la réhabilitation de l'Institut national de santé publique.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'Institut national de santé publique (INSP) a été choisi pour abriter ce centre de recherche de référence, expliquait hier Abdelmalek Boudiaf, pour pouvoir se mettre rapidement au travail.

Le Centre arabo-africain de recherche sur le VIH sida, nous explique-t-on, aura le soutien du système des Nations-Unies, notamment de l'ONU sida et permettra le développement des capacités de recherche et de formation sur le sida mais aussi des autres maladies prévalentes.

Pour rappel, le projet de la créa-

tion d'un centre de recherche sur le VIH sida par la Ligue arabe a été soulevé depuis près de quatre ans. Selon des indiscrétions, le centre a été convoité par de nombreux pays et tout particulièrement par l'Égypte qui, d'ailleurs, a été soutenu dans sa démarche par le secrétariat de la Ligue arabe. Au final, la Ligue arabe a tranché en faveur de l'Algérie lors du dernier sommet des chefs d'Etat arabes.

Par ailleurs, le ministre de la Santé a également annoncé la réhabilitation de l'INSP. L'institut, recommande-t-il, doit reprendre sa vocation initiale qui est la veille sanitaire,



Boudiaf annonce la réhabilitation de l'INSP.

de suivi et de recherche. Boudiaf qui est en train d'effectuer des visites de travail au sein des établissements de santé rattachés devra se rendre, dans sa prochaine visite, à l'Institut

Pasteur d'Algérie. «Il est inadmissible que cet institut soit un Epic d'importation, les choses doivent changer», a exhorté le ministre qui dit que l'on ne peut pas encore par-

ler de recherche avec la méthode actuelle dont ces établissements fonctionnent. Selon lui, dans tous les pays du monde, ces instituts sont la colonne vertébrale du système de santé. Ils devront donc remplir ce rôle, même en Algérie.

Le système de santé algérien, souligne le ministre de la Santé, devra avoir une influence non seulement dans la région mais aussi à l'international. Une prévision qu'il compte réaliser une fois la nouvelle loi sur la santé adoptée.

Une fois que c'est fait, rappelle-t-il, elle sera appliquée en six mois puisque les arrêtés ministériels et les décrets d'application sont déjà prêts.

Beaucoup de problèmes, reconnaît le ministre de la Santé, sont derrière nous, mais beaucoup de choses restent aussi à faire, notamment quant aux maladies non transmissibles.

S. A.

RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES DÉCHETS

L'Algérie toujours à la traîne

Y a-t-il réellement une stratégie gouvernementale pour la récupération des déchets ménagers et industriels ? Selon une étude d'un bureau allemand, en l'occurrence GLZ, élaborée à la demande de la partie algérienne, «la quantité annuelle des déchets industriels en Algérie est estimée à 2 547 000 tonnes». Or, cette importante quantité qui devait être transformée en énergie et produits dérivés ne fait que s'entasser et dégrader l'environnement.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Interpellé par cette situation, le gouvernement algérien, par le biais de son département des ressources en eau et de l'environnement, veut faire de la gestion des déchets une filière économique. C'est l'objectif assigné au premier Salon international de la récupération et de la valorisation des déchets qui se tiendra à Alger (Palais des Expositions), en octobre prochain.

«La gestion des déchets constitue, certes, un problème environnemental, mais dans la

conjoncture actuelle, il faut considérer cette activité comme une opportunité économique et sociale, permettant de contribuer à réduire la dépendance des hydrocarbures et contribuer à la diversification économique», a-t-on indiqué hier à l'occasion d'une conférence de presse animée par les responsables de l'Agence nationale des déchets (AND).

Selon des chiffres en notre possession, 13,5 millions de tonnes des déchets sont produites chaque année dont 7 à 8 millions de tonnes qui pourraient être valorisées. «La

gestion des déchets est à même de créer de l'activité et de l'emploi, à travers la collecte, la valorisation et le recyclage», plaident ainsi d'«organiser cette activité en une filière économique qui participerait à la vitalité économique du pays».

De son côté, le directeur général de l'AND, Karim Ouamane, avait déclaré, il y a quelques mois, «que le tri et la valorisation des déchets pourraient générer des gains économiques de plus de 56 milliards de dinars par an et des milliers d'emplois directs», citant une étude réalisée récemment par son agence.

Selon les résultats de cette même étude, menée sur trois centres d'enfouissement techniques (CET) dans trois zones différentes du pays (nord, semi-aride et aride), les déchets ménagers des Algériens sont composés à 54% de déchets organiques, 10% de

papiers, 13% de textiles et 17% de plastiques avec quelques différences entre les zones. Sur un autre plan, et au-delà de la protection de l'environnement visée par la valorisation des déchets, «la dimension économique est recherchée à travers cette action de récupération et de valorisation des déchets».

Selon les organisateurs du salon, plusieurs objectifs sont assignés à cette rencontre internationale, à savoir «la mise en exergue des équipements et des technologies dans le domaine de la transformation et du recyclage des déchets, la promotion de l'industrie de la récupération et du recyclage des déchets et l'encouragement de l'investissement et la création de nouvelles entreprises, ainsi que la promotion et le développement de la gestion et la valorisation des déchets industriels».

A. B.

BOUMERDÈS

Un important groupe terroriste vu dans l'arrière-pays du centre de la wilaya

Selon une source fiable, un important groupe armé circule ces derniers jours dans les montagnes de l'arrière-pays du centre de la wilaya de Boumerdès.

Plusieurs hommes armés ont été en effet vus déambulant armés en bandoulière dans la région de l'axe Aït Amrane à l'est de Boumerdès et la région de l'est du massif de Bouzegza (sud de Boudouaou) en passant par les montagnes de Thénia et Tidjelabine, toujours dans le centre de la région de Boumerdès.

Notre source estime le nombre de ce groupe entre 30 et 40 individus. Cette source, auprès de laquelle nous avions insisté sur la véracité de l'information, précisera, cependant, que les terroristes circulent en groupes restreints de 3 ou 4 individus. C'est effectivement la tactique des éléments d'Aqmi ; les terroristes sont constamment en mobilité et circulent en groupes réduits pour ne pas donner la possibilité aux services de sécurité d'intervenir rapidement et d'éliminer le plus grand nombre de terroristes, voire de tout le groupe (seriat). Nous pourrions être réservés sur le nombre annoncé mais le

fait est que ce groupe est important.

Par ailleurs, notre source nous a affirmé que les services de sécurité sont au courant de ce mouvement.

«L'armée attend sûrement l'occasion propice pour intervenir.

Par ailleurs, dans un village, ces terroristes se renseignaient sur

l'épicerie de la localité, ils ont été priés par les citoyens de déguerpir», dira notre informateur qui ajoutera que l'âge de quelques-uns de ces hommes armés dépasse la cinquantaine et qu'ils ne sont visiblement pas de la région.

Il y a lieu de rappeler que ce groupe circule sur le territoire qui était autrefois le fief de la katibat El Arkam l'une des phalanges la plus redoutable du GSPC et d'Aqmi. D'ailleurs Abdelmalek Gouri alias

Khaled Abou Souleiman, l'émir et le fondateur du groupe Djound El Khilafa, premier groupe armé de Daesh en Algérie, était un dissident de cette katiba. Gouri a été éliminé en décembre 2014.

La katibat El Arkam a été complètement décimée par l'armée et le territoire qu'elle écumait est complètement sécurisé. Il est fort probable que ces terroristes intrus sont uniquement de passage. Dans le cas contraire, ils cherchent à

s'installer dans une région montagnueuse apaisée et où quelques postes avancés de l'ANP auraient été supprimés.

Dans la seconde hypothèse, il est aisé de deviner leur objectif, commettre un attentat pour saper le moral de la population d'autant plus que le centre de la wilaya de Boumerdès n'est qu'à une quarantaine de kilomètres, à vol d'oiseau, de la capitale.

Abachi L.

Deux terroristes éliminés à Médéa

La détermination de l'ANP de ne laisser point de répit aux groupuscules encore en activité au nord comme au sud du pays a été de nouveau matérialisée par une opération, la seconde en l'espace de trois jours.

En effet, soixante-douze heures après l'embuscade tendue à un terroriste localisé sur le territoire de la wilaya de Tipasa, des éléments relevant de la 1^{re} RM ont exécuté, à Boghar, au sud de la wilaya de Médéa, une embuscade dans la nuit de dimanche contre des terroristes dont le nombre n'a pas été déterminé.

Selon un communiqué du ministère de la Défense mis en ligne dans la journée d'hier,

les éléments du détachement sont venus à bout de deux terroristes et récupéré une kalachnikov, des munitions et une grenade.

La wilaya de Médéa, doit-on le rappeler, a été le théâtre d'une opération parmi les plus importantes depuis le début de cette prolifique année sur le plan des résultats de la lutte antiterroriste.

Une dizaine de jours durant, en effet, lors de la première décennie du mois de juin dernier, ce sont en tout quatorze membres d'un groupe que les éléments de l'ANP ont pourchassé dans les bois de Rouakeche qui ont succombé en quelques heures à cette opération qui a toujours cours, selon le dernier communiqué du MDN.

Treize kalachnikovs et un fusil semi-automatique Simonov ont été récupérés par les militaires engagés dans cette offensive qui a eu un retentissement d'une même ampleur que celle qui avait permis, quelques semaines plutôt, aux portes de la ville de Bouira, la mise hors d'état de nuire de 11 terroristes et l'arrestation d'un autre. Ceci, après cette opération-éclair menée par des éléments des troupes d'élite de l'armée, dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin à El-Eulma, contre un véhicule utilitaire à bord duquel avaient pris place les huit membres d'un groupe terroriste.

M. Azedine